

Élection des membres des chambres d'agriculture

Date de clôture du scrutin : 31 janvier 2025

Demande d'inscription sur la liste électorale des groupements professionnels agricoles

À adresser avant le 1^{er} octobre 2024 à :
Commission d'établissement des listes électorales de la Chambre d'Agriculture
Préfecture de l'Yonne - - Place de la préfecture 89000 AUXERRE
Direction de la citoyenneté et de la légalité Bureau des réglementations et des élections

Je soussigné(e) (nom et prénoms)
Président(e) du groupement professionnel agricole dit :
Dont le siège est établi à l'adresse suivante :
.....

Sollicite l'inscription de cet organisme sur la liste des groupements¹ :

- Collège 5 A : Coopératives de production agricole
- Collège 5 B : Autres coopératives et SICA
- Collège 5 C : Caisse de Crédit Agricole
- Collège 5 D : Caisses d'assurances mutuelles agricoles et caisses de mutualité sociale agricole
- Collège 5 E : Organisations syndicales

appelés à prendre part, en janvier 2025, à l'élection des membres de la chambre d'agriculture².....

J'indique, ci-après, les renseignements prévus par les articles R 511-10 et R, 511-26 du Code Rural et de la Pêche Maritime :

- Date de fondation du groupement (date de dépôt des statuts) :
- Nombre d'adhérents individuels au 1er juillet 2024, dans le département³ :
- Nombre de groupements affiliés dans le département⁴:
- Personnes appelées à voter au nom du groupement⁵ :

¹ a) Les sociétés coopératives agricoles ainsi que leurs unions et fédérations dont l'objet principal, déterminé par leurs statuts, est directement relatif à la production agricole ou à la mise en œuvre des moyens de production agricole.

b) Les autres sociétés coopératives agricoles, leurs unions et fédérations, ainsi que les sociétés d'intérêt collectif agricole reconnues comme organisations de producteurs à condition qu'elles aient leur siège social dans le département (à adapter pour les chambres d'outre-mer - cf. articles R. 571-7 et R-571-8 du Code rural et de la pêche maritime).

c) Les caisses de crédit agricole.

d) Les caisses d'assurances mutuelles agricoles et les caisses de mutualité sociale agricole.

e) Les organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles ou de jeunes agriculteurs, ainsi que leurs unions et fédérations cantonales, intercantionales ou départementales.

² Lorsqu'une caisse de crédit agricole ou une caisse de mutualité sociale agricole a une activité qui s'étend sur deux ou plusieurs départements, elle a vocation à être inscrite sur les listes électorales de chacun de ces départements (les électeurs votent dans le département où ils sont inscrits en qualité d'électeurs individuels).

³ Uniquement sur les groupements mentionnés au b ci-dessus («les autres coopératives»).

⁴ Uniquement les unions et fédérations (concernant les groupements mentionnés au a, b et e ci-dessus).

⁵ Outre les noms, prénoms, adresse, signature des personnes visées à l'article R. 511-11 du code rural et de la pêche maritime, il convient de mentionner (cf. art. R.511-10 du code rural et de la pêche maritime) la commune sur la liste électorale de laquelle elles sont inscrites comme électeurs individuels dans le collège mentionné au 1^o de l'article R. 511-6 du code rural et de la pêche maritime (chefs d'exploitation et assimilés). Si nécessaire, utiliser une annexe.

NOM	Prénom	Adresse	Commune d'inscription	Signature

Je joins à la présente demande un extrait de la délibération du conseil d'administration ou de l'assemblée ayant désigné les électeurs appelés à voter au nom du groupement⁶.

J'atteste sur l'honneur la sincérité de la présente déclaration et de la conformité des..... documents⁷ annexés et je certifie que mon groupement a, pendant 3 ans au moins⁸, satisfait à ses obligations statutaires.

Fait à, Le 2024

Le (la) Président(e),

⁶ Uniquement pour les groupements mentionnés au b ci-dessus (« les autres coopératives »).

⁷ Préciser le nombre des pièces annexées.

⁸ Pour être inscrits, les groupements doivent être constitués depuis 3 ans au moins (art. R. 511-10 du code rural et de la pêche maritime). « Toutefois, cette condition d'ancienneté n'est pas opposable aux groupements issus de la fusion des groupements qui remplissaient eux-mêmes ladite condition, sous réserve qu'ils aient satisfait pendant les trois dernières années au moins à leurs obligations statutaires »